

L'Humanité



Le Rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
18 février 1976
No 431
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Français et immigrés, une seule classe ouvrière

Le Rassemblement national ouvrier du 14 février s'est trouvé placé sous le signe de l'unité de la classe ouvrière, de l'unité des travailleurs français et immigrés. Nombre de travailleurs immigrés y ont pris la parole pour faire connaître à leurs frères de classe français leurs conditions de travail et de vie, leurs luttes.

C'est ainsi que l'on a appris que la prison clandestine d'Arène à Marseille continue à fonctionner. Des travailleurs immigrés y sont emprisonnés illégalement dans les pires conditions d'hygiène, avant d'être expulsés de France.

On a également mieux pris connaissance de la lutte dans les foyers Sonacotra, ces foyers prisons dans lesquels les travailleurs immigrés sont privés de tout droit sauf de celui de payer cher pour des pièces délabrées.

Tout cela montre que la bourgeoisie veut imposer aux immigrés l'absence de libertés démocratiques et des conditions de vie scandaleuses.

La bourgeoisie et les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT sont pour la division des travailleurs français et immigrés ; quant à nous, nous sommes pour leur unité car ils forment une seule classe ouvrière. Exploités par les mêmes patrons, ils ont les mêmes intérêts et le même ennemi. Les travailleurs immigrés doivent avoir les mêmes droits que les travailleurs français. A travail égal ils doivent toucher un salaire égal. Ils doivent pouvoir bénéficier des mêmes conditions de logement que les travailleurs français. Ils doivent pouvoir bénéficier des libertés d'expression, de réunion, de manifestation, d'organisation au même titre que les travailleurs français. Précisons tout de suite que nous savons bien que ces libertés que les travailleurs français ont arrachées par leurs luttes sont réduites et que la bourgeoisie les remet en cause constamment. Mais les travailleurs immigrés n'ont pas ces libertés. Nous sommes contre tout ce qui fait des travailleurs immigrés une catégorie à part, c'est pourquoi nous sommes pour la suppression de la carte de travail. Les travailleurs immigrés sont des travailleurs comme les autres. Mais nous savons qu'aujourd'hui la bourgeoisie refuse de délivrer la carte de travail aux ouvriers immigrés pour pouvoir les exploiter plus durement et les expulser.

C'est pourquoi aujourd'hui nous exigeons avec nos frères immigrés la carte de travail dès l'embauche. Les luttes pour ces revendications doivent se mener dans l'unité car c'est l'affaire de toute la classe ouvrière. Mais ajoutons que ce sont les travailleurs immigrés eux-mêmes et eux seuls qui peuvent fixer les revendications conformes à leurs intérêts. Et leurs intérêts sont conformes à ceux de la classe ouvrière entière.

Nous exigeons également le châtiement exemplaire des criminels racistes sans nous faire d'illusion sur la justice bourgeoise et en sachant qu'en définitive le peuple seul pourra rendre justice. Si nous affirmons que les travailleurs français et immigrés forment une seule classe ouvrière, nous n'en ignorons pas pour autant que les travailleurs immigrés appartiennent à des peuples en lutte pour leur indépendance nationale, contre l'impérialisme français et contre les deux superpuissances. Nous soutenons sans réserve leur combat sans nous ingérer dans leurs affaires. Les traditions nationales, la culture, la langue des travailleurs immigrés doivent être respectés en France et nous pensons qu'il faut combattre pour qu'ils puissent les pratiquer. Les enfants de travailleurs immigrés doivent pouvoir apprendre à lire et à écrire la langue de leurs parents dans les écoles. C'est là ce que les marxistes-léninistes ont expliqué le 14 février.

PALESTINE Deux semaines de manifestations

Selon l'agence palestinienne Wafa, une série de manifestations ont été récemment organisées par les Palestiniens à Jérusalem, Ramallah et dans d'autres villes, situées sur la rive ouest du Jourdain pour protester contre la poursuite de l'occupation de leurs foyers par Israël.

A Jérusalem, les manifestants, portant des banderoles exprimant leur opposition à l'occupation sioniste et leur soutien à l'Organisation pour la libération de la Palestine en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien, ont

défilé dans les rues pour protester contre le tribunal sioniste qui a autorisé les juifs à faire leurs prières dans la mosquée de Al-Aqsa. Le 11 février, une journée de grève générale a interrompu la vie normale de cette ville.

Les enseignants de l'école secondaire de Aziz à Ramallah et le directeur de l'école secondaire de Hashemite à Al-Bira ont exigé la cessation des arrestations massives d'enseignants et étudiants, la remise en liberté des détenus et la réouverture

deux écoles. Ramallah a été aussi le théâtre d'une grève de grande envergure déclenchée pour soutenir la lutte dans une école normale.

Lundi à Naplouse, les études ont été interrompues après que quelques centaines de lycéens aient manifesté à proximité de la «kasba» (la vieille ville). La police a procédé à des arrestations.

Des manifestations ont eu lieu également à Ramallah et à Birzeit (au nord de Ramallah). De nombreuses arrestations y ont été effectuées parmi les jeunes manifestants.

LE COMBAT DES EDUCATEURS DE MARSEILLE

Une conférence de presse a eu lieu lundi 16 février à 11 h 30 dans les locaux de la Confédération CFDT. Elle a réuni une dizaine de journaux dont le Monde, l'HR, la Croix, l'AFP, Libération, ...

Henri Mandrile - délégué syndical de l'école d'éducateurs du Centre régional de l'enfance et de l'adolescence inadaptées (CREAI) - licencié pour son activité syndicale, a commencé par rappeler les faits qui ont amené à la situation actuelle.

Mêmes types de patrons
que dans les entreprises

Le conflit n'a pas commencé avec le licenciement du camarade Mandrile, mais fait suite à l'activité syndicale dans l'école depuis cinq ans. Ce qui se passe à Marseille n'est pas un cas unique, il s'est produit à Strasbourg, Lyon, Lille, ...

Dans une plaquette de 30 pages, publiée par la section syndicale CFDT, celle-ci retrace l'histoire de l'école d'éducateurs, du conflit et ses raisons*.

Cette école a été créée par le CREAI il y a plus de 15 ans. A cette époque : 35 élèves, 4 salariés ; en 1974 : 270 éducateurs en formation, 36 salariés (34 aujourd'hui). Elle assure depuis longtemps une activité de formation permanente en plus de celle d'éducateurs spécialisés. Ces différentes

activités de formation l'amènent à être en relation avec :

- 200 centres ou services d'enfants : terrains de stage ;
- toutes les associations et écoles de formation de travailleurs sociaux : éducateurs, infirmières, assistantes sociales, de la région.

La politique ministérielle depuis début 1975 a 4 volets :

- une nouvelle formule de subvention qui amène une réduction de 25 % du budget et supprime 12 postes (soit un tiers).

- une limitation des effectifs des étudiants d'où diminution du nombre d'éducateurs.

- une diminution du taux et du nombre des bourses : la sélection par l'argent se renforce.

- une priorité à la formation en cours d'emploi (à des salariés déjà en place) ce qui permet d'ajuster les effectifs en formation par rapport aux besoins de la population.

(Suite page 5)

SAHARA

L'ALGERIE DEMENT LES ACCUSATIONS D'HASSAN II

Le quotidien algérien «El Moudjahid» a démenti iundi les «accusations» du roi Hassan II du Maroc, selon lesquelles «L'armée nationale populaire algérienne a infligé samedi à Amgala de lourdes pertes aux forces armées royales».

«Cette fausse accusation, affirme le journal algérien, ne trompera personne, car, en vérité, il n'est pas nouveau que les combattants du Front Polisario font subir de cuisantes défaites aux troupes marocaines ou mauritaniennes».

Après avoir rappelé la «modération» dont avait fait preuve l'Algérie lors d'un affrontement armé entre les forces armées marocaines et algériennes, il y a une vingtaine de jours à Amgala «El Moudjahid» écrit : «Le roi du Maroc, qui a pu enregistrer ainsi à maintes reprises l'attitude hautement responsable de l'Algérie, n'en hésite pas moins à accuser notre pays en lui attribuant une action qu'il n'a nullement déclenchée et qu'il n'a jamais été dans ses intentions de déclencher. Il est pourtant évident que cet incident n'est pas le premier et ne sera pas le dernier dès l'instant que Rabat poursuit son invasion au Sahara occidental et que le peuple sahraoui s'oppose à cette annexion».

«Dans leur déclaration de mercredi dernier, poursuit le quotidien, le conseil de la Révolution et le conseil des ministres, analysant la situation ont affirmé que la paix et la stabilité ne seront pas assurées tant que les droits du peuple sahraoui ne seront pas reconnus. Pour les dirigeants algériens, il ne s'agit pas là d'une simple abstraction, mais d'une affirmation lourde de sens concret, que vient de confirmer la nouvelle affaire d'Amgala».

DANS LES FOYERS SONACOTRA EN LUTTE

MEETING le 21 février à 14 h
salle de la Mutualité (article p.5)

URSS La démence anti-chinoise

Notre confrère «Libération» a fort opportunément publié des extraits de l'œuvre d'un penseur officiel russe. Le monsieur en question s'appelle Kitchko et cherche à démontrer que sionisme et «maoïsme» sont semblables. «Libération» rappelle que dans les années 60 il s'était déjà signalé par un opuscule intitulé «Le judaïsme sans fard» qui reprenait tous les thèmes de la propagande antisémite nazie. A tel point que les partis révisionnistes occidentaux avaient dû protester. Nous reproduisons des passages de la dernière œuvre de cet employé de la Propaganda du Kremlin. Ils se passent de commentaires.

«... Tandis que l'idéologie sioniste trouve la source de son inhumanité dans le judaïsme antique, les maoïstes lient, eux, leur inhumanité, leur agressivité, leur cruauté, leur brutalité, leur nationalisme, leur racisme et leur xénophobie aux temps féodaux.

«Le nationalisme, le racisme, la foi dans la supériorité de son propre peuple sur les autres peuples du monde, la propagande du «Grand Israël» et celle de la «Grande Chine», tout cela fait partie de l'arsenal politique et idéologique des classes dirigeantes israéliennes et chinoises. La politique de domination mondiale, le nationalisme et le racisme sont exprimés dans les activités théoriques et pratiques des sionistes israéliens qui préchent l'existence de liens indestructibles entre les Juifs du monde entier et leur supériorité sur les autres peuples.

«La politique de domination mondiale des maoïstes est, elle aussi fondée sur le racisme, sur la propagande de solidarité raciste des pays d'Asie et d'Afrique et sur la conception de la supériorité nationale des Chinois opposée à l'infériorité ethnique et nationale des peuples appartenant à des nations ou à des nationalités non-chinoises.

«Les maoïstes et les sionistes d'Israël vont jusqu'à employer une méthode similaire de militarisation du travail. Ainsi, les sionistes créent-ils des kibboutzim dont ils transforment les habitants en soldats-payans grâce auxquels ils élèvent une barrière de chair et de sang contre les Arabes.

«Les maoïstes militarisent la Chine de la même manière... Comme on le voit, le sionisme et le maoïsme sont de vrais jumeaux. Ils sont englués pareillement dans leurs conceptions géo-politiques, dans leurs prétentions territoriales et dans leurs tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains. Naturellement, ni les maoïstes, ni les sionistes ne sont assez naïfs pour appeler ces conceptions géo-politiques par leur nom. Ils ne vont pas reprendre les théories hitlériennes de "l'espace vital". A leur place, les sionistes mettent en avant le principe d'occupation "d'une terre sans peuple par un peuple sans terre". Et les maoïstes mettent en avant l'invention de «la Grande Chine de l'époque de Gengis Khan»...

Il est probable que le plumeur soviétique a voulu «gagner à sa propagande» les Arabes en supposant qu'ils seraient antisémites.

Mais rien n'est plus faux et plus injurieux. Car les Arabes ne sont pas racistes. Ils ont toujours soin de distinguer sionisme et antisémitisme et s'ils combattent le premier ils récusent le second.

Par contre les révisionnistes russes montrent bien dans ce texte qu'ils sont, eux, effectivement racistes et antisémites.

PORTUGAL

TIMEX: L'HEURE EST A LA LUTTE

Au Portugal l'administration de l'usine Timex (trust américain d'horlogerie qui possède de nombreuses usines en Europe) menace de licencier 800 travailleurs et de réduire la semaine de travail à 3 jours pour 1200 autres. C'est avec la faim et la misère que les patrons impérialistes prétendent rétribuer la force de travail des ouvriers et ouvrières.

Timex emploie actuellement entre 1 900 et 2 000 travailleurs. La grande majorité sont des femmes dont environ 1 400 sont des jeunes de 16 à 20 ans.

Avant le 25 avril, date de la chute du fascisme, déjà les ouvrières de Timex furent un exemple dans la lutte, menant des mouvements de grève, malgré la PIDE (police politique) et la répression fasciste.

Après le 25 avril leur lutte a continué, dirigée par une commission de travailleurs élus.

Les sociaux-fascistes tentent d'étouffer leurs revendications. Le social-fasciste du Parti communiste portugais, le Dr Joao Amoral, du ministère du

Travail, affirma aux dirigeants syndicaux venus expliquer leurs revendications, que les «communistes» (c'est ainsi qu'il se nomma !) n'étaient pas au ministère pour être «brulés». Car ce qu'ils voulaient, c'était gagner les élections. Ces soi-disants communistes allèrent jusqu'à casser la gueule aux dirigeants syndicaux qui se mettaient du côté des ouvrières alors qu'eux se mettaient du côté des patrons. Ils firent pire encore : ils allèrent voir les parents des ouvrières pour leur dire que l'usine allait fermer et que les travailleurs faisaient le jeu de la réaction !

Après la chute de leur 5^e gouvernement, ils ne se sont plus guère souciés des licenciements.

En novembre 1975, l'administration tenta de procéder aux premiers licenciements, déjà les ouvrières résistèrent à ces manœuvres qu'ils démasquaient en assemblée générale.

Le 16 décembre le plan de licenciement et de chômage partiel était rendu public.

Aussitôt une assemblée générale se tenait dans l'usine, avec l'appui des syndicats. Le ministère du Travail, de son côté, reçut l'administration du jour au lendemain alors qu'il refusait de recevoir les travailleurs, montrant par là qu'il était disposé à accepter les 800 licenciements que les patrons impérialistes veulent imposer.

Peu après la direction décidait le lock-out. L'assemblée générale des travailleurs a décidé malgré cela l'occupation de l'usine pendant les heures de travail, bien qu'il n'y ait pas d'activité par manque de matériel.

L'usine étant en pleine campagne, la direction a supprimé les transports collectifs mais les travailleurs s'organisent pour se déplacer par leurs propres moyens. Ils ont pris en main la popularisation de leur lutte dans la région et ont lancé un appel à la solidarité à toute la classe ouvrière portugaise et aussi d'Europe puisque des usines Timex sont établies dans plusieurs pays européens. Leur lutte continue et notre solidarité leur est pleinement acquise.

LES BASES D'UN NOUVEAU LIBAN

Au cours d'une allocution télévisée d'une vingtaine de minutes, le président libanais Soleiman Frangie a présenté le «programme d'action nationale» destiné à entériner la fin de la guerre civile et à jeter les bases d'un nouveau Liban.

Sur un certain nombre de points celui-ci modifie le «pacte d'honneur» non écrit qui, depuis 1943, servait de fondement à la vie politique libanaise.

Si la tradition réglant la distribution des trois principales charges de l'État entre les communautés maronite (chrétiennes), musulmane chrétienne et musulmane surmite, n'est pas modifiée, par contre, les différents sièges de députés à la chambre unique seront répartis entre chaque communauté proportionnellement à son importance numérique et le premier ministre sera désormais élu.

Le système confessionnel n'est pas explicitement remis en cause, toutefois, un certain nombre de réformes se dessinent en ce sens, telle que l'abolition du confessionnalisme dans les fonctions administratives, «en adoptant le principe de

la compétence», pour le remplacer.

L'enseignement public sera généralisé, rendu gratuit et obligatoire, les programmes pédagogiques repensés de manière à favoriser l'unité nationale.

L'armée sera renforcée et un système de défense approprié mis à l'étude.

Une «liberté responsable» de la presse doit être instaurée afin de réaliser l'unité nationale et de renforcer les relations du Liban sur les plans arabe et international.

Le chef de l'État a également évoqué les questions touchant à la coexistence harmonieuse entre Libanais et Palestiniens, affirmant à ce sujet : «La situation aujourd'hui rend nécessaire un plus grand attachement aux accords et notamment à celui du Caire et à leurs applications» (l'accord du Caire, signé en

1969 entre la Résistance palestinienne et les autorités libanaises, prévoit la libre circulation des fédajin sur le territoire libanais et son droit d'organiser et de gérer elle-même ses propres camps, sans intervention libanaise.

Ce programme d'orientation reste encore assez vague sur nombre de points importants, notamment l'accélération du nécessaire processus de déconfessionnalisation de la vie politique libanaise et sur les modalités concrètes de son fonctionnement. Il se veut le dénominateur commun chargé de rassembler tous les Libanais attachés à l'unité nationale de leur patrie et à son indépendance de toute tutelle étrangère.

Destiné à entériner la fin d'une douloureuse guerre civile, attisée par les ingérences multiples des deux superpuissances, qui a duré 11 mois, ravagé le pays et fait quelques 13 000 morts et 5 000 blessés, ce programme sera jugé par le peuple libanais sur le seul critère réellement déterminant : celui des actes.

nouvelles du monde

COMORES :
L'OUA NE RECONNAIT PAS LA VALIDITÉ DU RÉFÉRENDUM SUR MAYOTTE

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) ne reconnaît pas la légalité du référendum organisé par la France dans l'île de Mayotte, a déclaré à Addis Abeba, Peter Onu, secrétaire général adjoint de l'OUA, chargé des affaires politiques.

LIBYE :
MISE EN CAUSE DU DROIT DE VÉTO A L'ONU

La Libye s'est prononcée catégoriquement dimanche contre le droit de veto dont les membres permanents du Conseil de sécurité disposent aux Nations unies.

L'hostilité de la Libye à cette clause de la charte des Nations unies a été exprimée dans un communiqué commun signé par la Libye et la Jamaïque à l'issue d'une visite officielle du ministre des Affaires étrangères jamaïcain à Tripoli.

Les deux pays ont déclaré dans ce communiqué qu'«il est temps de réaliser l'égalité au sein des Nations unies en supprimant le droit de veto qui contrevient aux lois internationales».

GABON :
UN CHALUTIER SOVIÉTIQUE ARRAISONNÉ

Selon le journal gabonais «L'Union» un patrouilleur gabonais a intercepté le 10 février dernier un chalutier soviétique qui pêchait dans la zone pétrolière intergite d'Elf-Gabon. Le chalutier pirate a été remorqué jusque dans un port gabonais où un procès verbal a été établi.

R.F.A. :
NOUVEL ESPION EST-ALLEMAND ARRÊTÉ

Un agent de la RDA occupant une fonction importante dans un organisme économique de RFA, a été appréhendé le 10 février a annoncé le ministère de l'Intérieur de Rhénanie-Palatinat.

L'espion dont l'identité n'a pas encore été révélée, appartenait à «l'association économique de la métallurgie» de Rhénanie-Palatinat où il était considéré comme un expert en statistiques. Il aurait plus spécialement été chargé de surveiller les relations de certaines firmes avec l'office des armements dont le siège est à Coblenz.

ENCORE UN ESSAI NUCLEAIRE AMERICAIN

Les USA ont procédé à un nouvel essai nucléaire à 180 km environ au nord de Las Vegas, a annoncé un porte-parole officiel. L'explosion était d'une force se situant entre 200 et 500 kilotonnes (à titre de comparaison celle qui a détruit Hiroshima en 1945, était d'une force de 20 kilotonnes).

Cette explosion est la 5^{ème} réalisée depuis le début de l'année 76 dans le Nevada. Il semble que la superpuissance américaine, comme sa rivale soviétique ait considérablement accéléré ses essais nucléaires ces derniers temps.

nouvelles intérieures

Vénissieux RHONE-POULENC VEUT LICENCIER 23 DELEGUES SYNDICAUX

Rhône-Poulenc avec à sa tête le PDG Renaud Gillet mène actuellement une lutte antisyndicale de grande ampleur. Après la restructuration, le chômage partiel, les licenciements, voici que l'objectif actuel est de démanteler purement et simplement les sections syndicales, ceci sans doute pour mieux opérer sur les licenciements.

Après la dure répression antisyndicale contre la CFDT et FO de l'usine de Vitry-sur-Seine, où une quarantaine de délégués CFDT et FO ont été mis à pied et 2 délégués CFDT et un agent de maîtrise jetés à la rue pour avoir très justement d'ailleurs «séquestré» le chef du personnel qui s'opposait à la réintégration de 2 autres travailleurs licenciés. Voici maintenant des menaces de licenciement de 23 délégués syndicaux CFDT et CGT à Rhône-Poulenc Textile (RPT).

Face à ces menaces, les 900 travailleurs de RPT de

Vénissieux ont observé lundi 16 février des débrayages pour s'opposer aux licenciements des 23 délégués.

Les syndicats CFDT et CGT font valoir que toutes les entreprises de la branche textile de Rhône-Poulenc (18 000 salariés) sont menacées par la concentration de personnel. C'est 2 à 3 000 licenciements qui sont prévus avant la fin de 1976 de même que la fermeture d'unités de production notamment celles de Vaulx-en-Velin (Rhône) et Péage de Roussillon (Isère). Déjà les usines de RPT d'Arques-la-Bataille (Seine-Maritime) et

celle d'Ysieu (Ain) ont également fermé leurs portes et jeté à la rue les travailleurs.

Des actions semblent vouloir s'engager sur l'ensemble du trust où une réunion intersyndicale de toutes les usines vient d'avoir lieu mardi 17 février, ceci pour coordonner un mouvement général de riposte pour lutter contre la politique de Renaud Gillet sur les mesures de licenciements massifs qu'il envisage. Nous espérons que tous les travailleurs de Rhône-Poulenc sauront mener à bien leur lutte déjouant les manœuvres du PCF et de la CGT qui comme toujours s'opposent aux occupations et à la séquestration de cadres. Il est temps maintenant de passer à l'offensive sur le trust et seule notre détermination de lutter fermement classe contre classe fera plier et céder le patron.

Des travailleurs licenciés de Rhône-Poulenc Vitry.

GREVE DANS UNE ENTREPRISE DE L'AIN DU GROUPE RHONE-POULENC

A l'appel de la CGT et de la CFDT, les 850 ouvriers de l'entreprise «La Cellophane» qui fabrique des films plastiques, à Saint-Maurice-de-Beynost (Ain), sont en grève depuis le 12 février pour la garantie de l'emploi et l'augmentation des salaires, de même que l'amélioration des conditions de travail. «La Cellophane» fait partie du trust Rhône-Poulenc.

(En page 4, lire nos informations sur le stand Rhône-Poulenc, le 14 février).

Condamné à 15ans de prison en 1973

ROLAND AGRET EST INNOCENT

En 1973, Roland Agret était condamné à 15 ans de prison pour le meurtre de son patron survenu en 1970. Depuis, il n'a cessé de réclamer son innocence. Aujourd'hui on connaît les raisons et les auteurs du crime : il s'agissait d'un règlement de compte au sein du Service d'action civique, la police parallèle gaulliste. Cette affaire apporte de nouveaux éléments sur les activités criminelles du SAC. Voici les faits. Le patron de Roland Agret, Borrel, était membre du SAC. Depuis 1968, il était chargé de la réorganisation dans la région Languedoc-Roussillon.

Il s'occupait notamment de trafics immobiliers pour le compte du SAC ainsi que de trafic de stupéfiants.

Jusqu'au jour où un responsable du SAC, Deville, se rendit compte que Borrel détournait des fonds pour son propre compte. Le SAC décide alors d'exécuter Borrel. C'est un dénommé Santelli qui se charge de l'opération. Celle-ci ne se déroule pas comme prévue et au cours d'une réunion de responsables du SAC il est décidé d'accuser Roland Agret, l'ouvrier mécanicien, afin de brouiller les pistes. Le complot marche, Roland Agret est accusé de meurtre

et condamné. Il fait actuellement la grève de la faim pour obtenir la révision de son procès.

Ces révélations viennent d'être faites par un gangster, membre du SAC également, dans une lettre qu'il a adressée aux avocats de Roland Agret.

On attend donc maintenant que le procès de ce dernier soit révisé et Roland Agret remis en liberté. On s'attend également à de nombreuses pressions pour que cette nouvelle affaire mettant en cause le réseau gaulliste soit étouffée. Ce ne serait pas la première

LES OUVRIERS DU TRUST MICHELIN COORDONNENT LEURS LUTTES

Une plateforme de revendications commune à toutes les usines Michelin a été définie, au cours du week-end, par les délégués CFDT de chacune d'entre elles, réunis à Vannes.

Les délégués syndicaux des usines de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), de Cholet (Maine-et-Loire) et de la Roche-sur-Yon (Vendée) se sont mis d'accord pour réclamer une augmentation générale des salaires, une amélioration des conditions de travail et une modification de l'ambiance et de la discipline dans les usines.

Les représentants de la CFDT se sont par ailleurs déclarés «prêts à tout mettre en œuvre pour obliger la direction générale de Clermont-Ferrand à négocier».

Une grève générale d'une journée avait paralysé le 12 février dernier l'usine Michelin de Vannes. Le mouvement de grève qui avait succédé à la séquestration du directeur pendant toute la nuit précédente, avait pris fin le 13 au matin, la maîtrise ayant, à la demande

des responsables syndicaux, repris les postes de commandement. La reprise du travail à l'usine, qui emploie 1 150 personnes, n'a pas mis fin au conflit que les syndicats de Vannes souhaitent étendre aux autres usines en France.

De même qu'une réunion entre les syndicats français CFDT et les syndicats espagnols, des travailleurs Michelin, membres du Conseil mondial Michelin de l'International chemical Federation, s'est tenue samedi 14 février à Saint-Sébastien, en Espagne.

Et au cours de cette réunion, les militants CFDT de Michelin avec leurs camarades espagnols ont constaté les effets néfastes de la politique Michelin sur l'ensemble des travailleurs Michelin d'Europe. Ils ont démontré que Michelin fait effectuer 48 heures par

semaine aux travailleurs espagnols alors que, pour les mêmes fabrications, Michelin arrête des chaînes à Clermont-Ferrand, avec des suppressions d'emploi, et pratique le chômage partiel en Allemagne. Les participants à cette réunion ont également dénoncé la répression syndicale dans le conflit de Valladolid où 16 travailleurs dont 5 délégués syndicaux ont été licenciés.

Un appel a enfin été fait à l'ensemble des travailleurs de toutes les usines Michelin d'Europe à entrer dans l'action contre la garantie de l'emploi, contre la répression syndicale et à apporter un soutien actif aux luttes des travailleurs des établissements Michelin de Valladolid, Arenda, Vannes et Troyes.

Il est remarquable de voir ainsi une action s'engager avec les travailleurs Michelin d'Europe.

Durcissement de la grève à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine

Le comité de grève des personnels de l'hôpital américain de Neuilly (Hauts-de-Seine) a annoncé lundi 16 février qu'il décidait de durcir le mouvement de grève en veillant toutefois à ce

que seules les urgences soient assurées. Cette décision a été prise en assemblée générale au cours de laquelle le personnel, appuyé par les syndicats CFDT et FO, a voté en faveur de la recon-

duction de la grève qui a commencé il y a 15 jours pour protester contre 51 licenciements en avril.

Les syndicats contestent le motif invoqué de «raisons économiques» que la direction avance pour justifier les licenciements. Ils estiment que le déficit de l'établissement se chiffre à 5 millions de francs avec également des factures impayées de l'ordre de cinq millions et demi, cela serait dû à une mauvaise gestion.

Un expert comptable a été demandé par les syndicats afin d'examiner les comptes de l'hôpital, qui est un établissement privé agréé par la Sécurité sociale. Le prix des chambres s'échelonne de 400 F à 800 F par jour, et environ 90 malades y seraient actuellement en traitement.

C'est principalement les services des laboratoires et de la lingerie qui sont touchés. Les plans de licenciements prévoient en effet la suppression de 8 emplois de lingères sur 9.

Le PCF et le 25^e Congrès du parti de Brejnev

MARCHAIS, COTE COUR ET COTE JARDIN

Marchais n'assistera donc pas au 25^e congrès du PCUS. C'est la première fois que le secrétaire général du PCF ne conduira pas la délégation participant au congrès du parti soviétique. Le sens de cette décision est clair. Il s'inscrit dans le cadre de la tactique destinée à faire croire que le PCF est indépendant de Moscou. Mais on voit rapidement les limites de cette prétendue indépendance.

A radio-Moscou, Paul Laurent qui conduit la délégation s'est livré à un vibrant éloge de l'URSS. Il a notamment affirmé que ce congrès sera une «étape importante pour la consolidation de la paix et l'approfondissement de la détente internationale», et a ajouté qu'il «fournira aux peuples une force d'inspiration dans leur lutte pour l'approfondissement ultérieur de la détente, le progrès social, la démocratie, la paix et le socialisme». Comme on peut en juger tout cela ne manque pas de cynisme. Parlons par exemple de la «force d'inspiration» du congrès du PCUS pour le peuple tchécoslovaque dont l'indépendance est étouffée.

Pendant ce temps, en France, Marchais franchis-

sait un nouveau pas dans l'attaque contre l'union des pays ouest-européens. A Nice, il s'est violemment opposé à l'union de la France et de l'Allemagne, accusant cette dernière de vouloir dominer la France. Il a agité le spectre d'une menace allemande sur notre pays. Tout cela, bien sûr, au nom de l'indépendance nationale de la France. On est en droit de se demander à qui de tels propos profitent. Marchais cherche tout simplement à détourner l'attention du peuple de la véritable menace contre l'indépendance nationale : celle du social-impérialisme russe. Car enfin, qui, aujourd'hui, occupe militairement la moitié de l'Europe, masse des troupes aux frontières de l'Europe de l'Ouest, déploie sa flotte sur les mers bordant l'Europe, intervient militairement en Angola ? Qui, sinon l'URSS ?

Il veut s'opposer à l'union des pays capitalistes ouest-européens, et surtout des deux plus importants d'entre eux, car elle constitue un obstacle aux ambitions de Brejnev. Telle est la réalité de l'indépendance» du PCF vis-à-vis de Moscou. C'est une chose que les pirouettes de Marchais ne peuvent dissimuler.



la France des luttes

Le 14 février vu du stand Rhône-poulenc

Les travailleurs du trust Rhône-Poulenc (RP), société multinationale fabriquant divers produits chimiques notamment pour la pharmacie, étaient présents au rassemblement du 14 février. Ceux notamment de l'usine de Vitry-sur-Seine spécialisée dans la chimie fine et de l'usine de Grenoble viscosse.

Des panneaux illustraient la lutte menée dans le trust contre le chômage partiel et aussi contre les licenciements. Sur la table il y avait de nombreux journaux de cellule du PCMLF, tant de Grenoble que de Vitry, de même qu'était vendue la revue *Prolétariat*, où un article «Interview d'une grève» relate l'occupation des bureaux de la direction et la séquestration du chef de personnel de l'usine de Vitry-sur-Seine.

Un montage sonore de diapositives expliquait une

grève de 4 jours en 1972 et le bilan de cette grève. Y était expliqué les graves problèmes de l'emploi à RP par la restructuration.

D'ailleurs une grève a éclaté jeudi 12 février à Rhône-Poulenc textile de Colmar par les 850 travailleurs de l'usine, ceci pour protester contre l'échec des négociations paritaires du textile artificiel, celles-ci ont pour objet principal la question de l'emploi dans cette branche.

A Rhône-Poulenc industrie de Belle-Etoile (Lyon) la direction annonçait le 30 janvier que 500 travailleurs ne feraient que 36 h par semaine. Les travailleurs ont décidé tous ensemble une grève lors de la première semaine de chômage. Lundi 9 février la direction céda sauf pour l'atelier du PN 8, qui emploie lui 12 ouvriers et qui restaient à 38 h. Le

mardi 10, tous reprenaient la grève en solidarité avec ceux du PN 8, et le vendredi 13, la direction cède, tout le monde revient aux 40 h par semaine.

D'autres actions se déroulent partout dans le trust, c'est ce qu'expliquaient les travailleurs de Rhône-Poulenc Vitry et Grenoble. Il y aura d'autres actions dures dans le trust Rhône-Poulenc. Les travailleuses de Rhône-Poulenc textile RPT, des usines de la Voulte (Drôme) et de péage de Roussillon (Isère) ont dit «non au mi-temps forcé», «non au chômage et aux licenciements». Elles ont riposté sans tarder en scandant ces slogans sous les fenêtres de la direction.

Était clairement expliquée aussi la trahison des dirigeants CGT, membres du faux parti communiste, notamment lors de l'occupation du 20 octobre 1975 à l'usine RP de Vitry où 2 militants de l'Humanité Rouge et délégués CFDT furent licenciés, d'ailleurs l'un d'eux était présent à la tribune lors de l'intervention centrale du 14 février.

«La lutte contre la direction de RP doit se développer», disent-ils mais aussi contre les traîtres au prolétariat, les magouilleurs trotskystes, et les révisionnistes. Les travailleurs de Rhône-Poulenc sauront garder le cœur chaud de ce 14 février qui leur servira dans leur prochaine lutte.

Angoulême GREVE AVEC OCCUPATION CHEZ FRANGECLIM

Au siège administratif de la société Frangeclin (société de génie climatique) à Angoulême, les travailleurs sont en grève depuis plus d'un mois avec occupation des locaux.

Ils s'opposent aux 67 licenciements (sur 123 employés) décidés par la direction qui voudrait «restructurer l'entreprise» sur le dos des travailleurs. Cette société ex-Chapuret comptait au départ 2 500 ouvriers sur toute la France. Actuellement elle n'en compte plus que 1 100 et la direction voudrait rabaisser ce nombre à 900.

Correspondant H.R.
Aix-en-Provence

Bisheim(Haut-Rhin)

Durcissement du conflit à l'usine Rhenalu

Le conflit à l'usine Rhenalu (Cégedur-Péchiney) à Bisheim (Haut-Rhin) fabriquant d'aluminium, s'est durci vendredi et a affecté quelque 500 des 700 salariés de l'usine. Le durcissement

à sa solde provoquer le piquet de grève, un cadre en voiture renverse un gréviste, tout comme ce fut le cas en juin 1975 aux Câbles de Lyon de Clichy. Des tracts de l'U

nion départementale CFDT de Mulhouse (Haut-Rhin) y étaient diffusés demandant un soutien financier aux grévistes de Rhenalu, et que leur grève doit aboutir à une victoire.



Les travailleurs de Rhenalu en grève placardant des banderoles revendicatives à l'usine de Bisheim (Haut-Rhin) (photo HR).

de ce mouvement est la conséquence, selon les syndicats «de l'action en référent intentée par la direction qui proteste contre certaines atteintes à la liberté du travail». Le conflit avait débuté pour appuyer le retour aux 40 heures, le paiement de la prime d'ancienneté sur la base du salaire réel et le remboursement des heures chômées en 1975.

Des travailleurs de Rhenalu étaient présents au rassemblement national ouvrier du 14 février et ils y ont expliqué leur lutte : «C'est depuis le mercredi 21 janvier que nous avons complètement arrêté le travail pour obtenir les revendications suivantes : indemnisation des heures de chômage perdues en 1975, garantie des ressources base 40 heures, quelque soit l'horaire pratiqué et le retour aux 40 heures sans pertes de salaires. Ils expliquèrent aussi les méthodes de type fascistes que la direction emploie en envoyant des ingénieurs et cadres, entière-



POURSUITE DE LA GREVE DU PERSONNEL DES WAGONS-LITS A ORLY-SUD

La grève déclenchée vendredi après-midi par le personnel de la compagnie internationale des wagons-lits — exploitant les bars et restaurants de l'aéroport d'Orly Sud — s'est poursuivie lundi. Seul un bar sur les huit habituellement en service et un restaurant sur cinq membres ouverts.

Ce mouvement, prévu pour 24 heures, mais reconductible, a été provoqué par la décision des wagons-lits de licencier 70 des 310 employés à partir du 1er avril prochain.

A cette date, en effet, la totalité des vols à destination de la Grande-Bretagne, jusqu'ici répartis entre Orly et Roissy en France s'effectueraient à partir de ce dernier aéroport. Il en résultera pour les commerçants de l'aéroport d'Orly Sud, et en particulier pour les bars et restaurants, une diminution du nombre des passagers de l'ordre de 1 300 000 par an. C'est dans cette perspective inquiétante que la compagnie internationale des wagons lits a décidé de réduire son personnel et éventuellement de fermer certains de ses bars et restaurants.

***** NOUVEAUX DÉBRAYAGES CHEZ BERLIET-VÉNISSIEUX

Les ETDA (employés, techniciens et administratifs) de Vénissieux ont débrayé à nouveau pendant une heure jeudi, ils se sont rendus en cortège à la réunion du Comité d'établissement pour demander la valeur du point unique, les classifications, l'augmentation de l'ancienneté et les droits syndicaux.

***** OCCUPATION DE L'ENTREPRISE CINCINNATI DE VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

Le personnel de l'entreprise Cincinnati (machines-outils, 250 salariés) de Villefranche-sur-Saône (Rhône) occupent l'établissement depuis jeudi matin, pour une durée de 24 heures afin de protester contre le licenciement de 120 salariés. Dans une déclaration, le personnel «s'oppose au démantèlement du secteur de la machine-outil qui est très touché actuellement dans la région Rhône-Alpes». Les licenciements concernent 90 personnes à Villefranche-sur-Saône, 17 à Allières (Ariège) et 13 à Paris.

Correspondant H.R.

Grève des étudiants à l'IUT d'Aix-en-Provence

Les étudiants de l'IUT sont en grève depuis le 10 février pour protester contre la situation inacceptable dans laquelle ils se trouvent : après 2 années d'études supérieures allant de 32 à 45 heures de cours par semaine, ils se trouvent sur le marché du travail avec un diplôme et une qualification professionnelle sous-estimés et sous-rémunérés par le patronat.

Ils sont dans une telle situation parce que le patronat ne tient pas à reconnaître leur diplôme (DUT) dans les conventions collectives à un niveau de salaire convenable et une possibilité de progression dans la profession choisie.

Ils demandent l'équivalence DUT-BTS-DEUG, soit par désir de parfaire leur formation, soit à cause de l'inactivité à la sortie de l'IUT imposée par la conjoncture actuelle, un certain nombre d'étudiants désire continuer leurs études. Mais la majorité d'entre-eux se voit refuser cette possibilité ! Car on leur refuse l'équivalence automatique pour l'accès au 2ème cycle

universitaire. On leur refuse le développement de filières prolongeant leur formation technologique.

Les stages obligatoires, dans le cadre de leurs études, ne bénéficient même pas de l'indemnisation des frais qu'ils entraînent. Alors que les étudiants des IUT rendent des services aux entreprises qui les emploient par des stages. Les étudiants d'IUT sont les plus concernés, par l'allocation d'étude, car c'est à eux qu'il est interdit d'être à la fois étudiants et salariés. Dans leur lutte, les étudiants d'IUT exigent : la reconnaissance du DUT dans les conventions collectives à un niveau acceptable ; l'équivalence DUT-BTS-DEUG ; l'indemnisation des stages ; la création de nouvelles maîtrises sciences et techniques ; l'allocation d'étude ; le droit au travail.

Le 13 février, ils ont manifesté en ville en appelant les étudiants des facultés de droit et de lettres à les soutenir par l'action.



la France des luttes

LE COMBAT DES EDUCATEURS DE MARSEILLE

SUITE DE LA PAGE UNE

Le CREAM «justifie» ses décisions par des difficultés financières l'obligeant à procéder à une restructuration de l'entreprise.

La situation du CREAM est une situation générale découlant de la politique gouvernementale en matière d'action sanitaire et sociale. Dans ce secteur, considéré comme non rentable, l'Etat capitaliste cherche à faire le plus d'économies possible. Ces derniers temps onze délégués CFDT ont été licenciés sous ce prétexte économique. Prétexte sans aucune valeur, même l'inspecteur du travail (pourtant au service du système capitaliste) les a refusés. Pour Mandrile ce fut le 9 septembre. Mais Durafour, véritable ministre du chômage, a cassé cette décision, le 30 décembre, tout en étant parfaitement incapable de l'argumenter ; le dossier du patron est vide. Jusqu'à il y a un an, dans 90 % des cas, le «ministre» confirmait la décision de l'inspecteur du travail. Le 2 juin dernier, il avait déjà fait des siennes... contre les travailleurs du «Parisien libéré» !

Mais en cette période difficile, les bourgeois se serrent les coudes. Ainsi, Mme Poinson-Chapuis, qui est une «personnalité» bourgeoise, présidente du CREAM avocate honoraire, ancienne ministre de la Santé MRP qui a la haute main sur tout le secteur social de la région, s'est déjà livrée à de nombreuses attaques contre la CFDT. C'est clair, les prétextes invoqués ne visent qu'à décapiter la section syndicale.

LE CREAM
- Coordination de toutes les associations qui, sur la région, s'occupent d'inadaptation. Son rôle lui est reconnu par l'Etat.
- Employeur : un des plus gros patrons du secteur social.
- gère 18 établissements (dont l'école)
- emploie 700 salariés.
- un conseil d'administration de 30 membres (banquiers, chanoine, patron d'autres écoles, notables, cadres d'entreprises, etc.).

L'action face à cette situation

Dès février 1975, la situation est connue d'une manière précise, entre autres le rapport patronal au ministère : 12 licenciements et risque de fermeture.

Début juin, une journée «Portes ouvertes à l'école» est annoncée pour le 5 juin, avec manifestation et délégation au CREAM. Le 2 juin, le patron envoie une lettre à tous les salariés, leur interdisant de participer à cette action sous peine de sanction.

La CGT (sui est majoritaire dans ce secteur) se dégonfle devant la menace ! La CFDT maintient et c'est un succès.

Le 6, Mandrile est muté, il refuse. C'est durant la fermeture totale de l'école, le 24 juillet, que le CREAM demande le licenciement du délégué syndical Mandrile !

Il ne faut pas oublier que pour décapiter l'organisation syndicale, le patron avait un projet de démantèlement : mettre tous les délégués dans un service à part ! Il voulait restructurer en cloisonnant les services

entre eux, il a changé de nom pendant 5 mois, puis rejoignait ensuite le 1er projet. Le délégué syndical n'était pas reconnu délégué syndical de l'école mais seulement d'un secteur !

5 solutions ont été avancées pour empêcher le licenciement, mais la direction les a refusées. Le 31 décembre, Mme Poinson-Chapuis annonce officiellement le licenciement. Le 8 janvier la section CFDT déclenche la grève. Les organismes CFDT disent qu'ils sont conscients que la mobilisation et la riposte doivent correspondre à la gravité de l'offensive répressive.

Vendredi 13 février, journée nationale d'action appuyée par des actions départementales, alors qu'une délégation de plusieurs organismes syndicaux CFDT se rend au siège du CREAM, elle est reçue par 3 cars de CRS ! Une délégation de 10 personnes finit par être reçue. Il n'en ressort rien évidemment. Et pourtant c'est clair que le dossier patronal est vide ; un exemple : en 1975, sur 9 mois, Mandrile a été payé 6 mois sans travailler ! Comment peut-il prouver qu'il s'agit

d'un licenciement économique ?!

De plus, cela montre les entraves flagrantes à la loi bourgeoise : de septembre à novembre la décision de l'inspecteur du travail n'est pas respectée. En novembre, il lui est «trouvé du travail»... mais il n'est pas sur les listes du personnel !

La section CFDT de l'école d'éducateurs de Marseille, un représentant départemental de l'enfance inadaptée, un représentant de la Fédération nationale secteur CFDT, un représentant de la Confédération CFDT ont été reçus le 16 février 1976 par le ministre du Travail et de la Santé.

Au ministère du Travail, M. Gilles a reconnu que la décision du licenciement de M.Mandrile a été prise sans tenir compte des éléments postérieurs de l'enquête de l'inspecteur du travail, éléments qui n'ont fait que confirmer de septembre à février la répression syndicale.

Au ministère de la Santé, la délégation a surtout insisté sur la dégradation de la formation à l'école d'éducateurs de Marseille et l'utilisation de fonds publics à des fins privées par

les employeurs (le CREAM). Elle a rappelé que des solutions étaient toujours envisageables quant à la réintégration.

Le soutien à cette lutte difficile s'est déjà exprimé dans de nombreuses actions (malgré le black-out complet des renégats dirigeant la CGT) : les éducateurs en formation ont fait grève deux jours et soutiennent la lutte par des initiatives à l'école... Les salariés des deux autres écoles d'éducateurs de la région ont fait grève deux jours... Le 16 janvier, à l'appel du syndicat départemental CFDT Enfance inadaptée, il y avait 600 grévistes et 400 manifestants, ce qui ne s'était jamais vu dans la profession. Etc., etc.

Pour obtenir la réintégration d'Henri Mandrile à son ancien poste et faire échec à la répression antisyndicale, un soutien et une popularisation actifs et de plus en plus larges sont nécessaires.

* Commandez la brochure lutte à l'école d'éducateurs de Marseille à : Section syndicale CFDT de l'IFES, 18 rue Sainte 13001 Marseille. Elle est en vente au prix de 5 F l'unité.

MEETING POPULAIRE DES 47 FOYERS SONACOTRA EN GREVE

A LA MUTUALITE 21 FEVRIER A 14 HEURES -

Aujourd'hui plus d'une trentaine de foyers Sonacotra de la région parisienne sont en grève des loyers. La lutte des résidents a démarré en septembre 1975 pratiquement sur l'ensemble des foyers.

Pour faire connaître l'importance de leur lutte et mobiliser autour d'eux un large soutien de la part des travailleurs de toute nationalité et notamment des travailleurs français, le Comité de coordination des foyers de la Sonacotra ont entrepris de faire un meeting de solidarité.

Nous publions ci-dessous le texte du tract en français et en arabe où les résidents expliquent leurs revendications. Nous appelons tous nos lecteurs, à venir nombreux à ce meeting et à faire savoir autour d'eux sa date et son lieu.

Nous publierons dès demain d'autres éléments permettant de mieux comprendre encore l'importance politique du soutien que nous devons apporter à ces travailleurs. Car en fin de compte, c'est de l'unité de la classe ouvrière de notre pays qu'il s'agit.

47 foyers Sonacotra sont en grève depuis plusieurs mois et certains depuis un an.

Nous réclamons :
- Contre le loyer trop cher : diminution et blocage du loyer ;

La Sonacotra nous vole 2 fois :

- pour des petites chambrettes de 6m2 séparées par du contreplaqué, nous payons 270 F. Et sur un F 5 divisé en 10 petites cellules, la Sonacotra empoche 2 300 F sur notre dos.

- Elle élargit son profit en construisant des foyers avec l'argent du FAS (Fonds d'action sociale) qui provient des allocations familiales des travailleurs immigrés.

- Le changement du règlement répressif qui interdit le droit de visite et de réunion.

Mais qui autorise le gérant à rentrer nuit et jour

dans les chambres sans notre présence et à expulser qui il veut à tous les moments.

- Nous exigeons la liberté complète dans les foyers, comme dans les autres habitations, et le renvoi des gérants actuels et leur remplacement par des concierges.

- Des améliorations dans le foyer, de meilleures conditions de vie, d'hygiène et de sécurité.

Les 47 foyers Sonacotra se sont regroupés dans un comité de coordination, autour de la même plateforme revendicative visant les mêmes objectifs.

Nous, les travailleurs immigrés, nous sommes exploités le jour à l'usine et la nuit au foyer.

Nous sommes prisonniers dans une petite chambre où nous ne pouvons pas bien dormir à cause du bruit (à cause du mur en contreplaqué).

Nous demandons à tous nos camarades français et immigrés d'aller VISITER le foyer Sonacotra de leur quartier ou de leur ville pour voir la réalité de nos conditions de vie.

Pour nous contacter, écrivez-nous à l'adresse suivante : Comité de coordination des foyers Sonacotra, 56 Rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 Paris. On a besoin de votre soutien, de votre appui pour gagner nos revendications.

Travailleurs français, travailleurs immigrés, nous avons tous le même intérêt.

Pour des logements libres, corrects, à loyer abordable.

TOUS AU MEETING LA LUTTE CONTINUE JUSQU'A LA VICTOIRE TOTALE

Le comité de coordination 6 février 1976

صفر جان شعبيا كبيراً 47 مسكاً من مسكاً سوناكوترا المظفرة

يوم السبت 18 فبراير بقاعة الصناليات (مترو صوبير صنياليتا) الساعة الثامنة. حفلة كبيرة بمشاركة عدة فئات

مشاركة سوناكوترا تصريفنا مرتين.
1) تصريفنا في الوقت الذي تسكننا في بيوت صغيرة لا تعتمد سعة أحوار مرتبطة عن بعضها البعض (الكنتريلاي) وذلك مقابل 270 فرنك في الشهر.

أما في المساكن التي تحتوي على خمسة بيوت والعمقة إلى عشرة أجزاء سوناكوترا تدخل 2300 على أكتافنا.

2) توسع وضعنا أرباحنا في بناء العمارات (برأريال العطل الاشتراكي) الذي هو مال الصناديق العاطية للعمال المهاجرين يعني مال المهاجرين بصفة واضحة.

- تغيير القوانين الداخلي الذي يهيم تماماً قوانين السجن والقواعد العسكرية.

الذي يمنع حق الزيارات والاحتفالات والتعبير بحرية الدخول للمحرر إلى الكلاء دون موافقة السكان أو حضورهم كما يعطيه المصلحة لظرد من يشاء وفي أي وقت شاء.

تفريد الحرية الشامة داخل مساكن سوناكوترا وكسل المساكن الأخرى.

- نريد أن نكون حريين وأن نتخضع بحريتنا داخل مساكننا.

- نريد أن نتخضع بقانون الصناليين (الكرابا).

نطالب بتفريد كسل الكلاء الحاليين واستبدالهم بمسولين على تثبيت الإدارة العظيمة.

- التحسينات داخل المساكن.

نطالب بتحصين أسسوف الككني مع طم حفس المحسة والأمن داخل كل مساكن سوناكوترا وكسل المساكن الأخرى.

المبيحة وأربعين مسكن من مساكن سوناكوترا العذرية جمعتم داخل لجنة التنسيق وحول نفس برنامج الطليات العسوية نحو نفس الأهداف.

تحسن العمال المهاجرين، مستغلين في المعامل بالتجار وفي مساكن سوناكوترا بالليل : نطالب من كسل الرفاق الفرنسيين والمهاجرين أن يسزوروا مسكن من مساكن سوناكوترا للتداع عن الحقيقة. وفيما يخبرنا الاتصال بما أمبوا لنا تحت العنوان التالي : 56, Rue de la Fontaine Au Roi 75011 - PARIS نحن في حاجة إلى مساندة قوية من حيثكم كسي نخبر متضربين من أضرابنا الذي هو في الحقيقة أضراب كسل الطبقة العاملة ضد متضربين.

كلنا للمصرجان النضال متتابع حتى النصر

JACQUES JURQUET

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

E-100
24, rue Philippe-de-Girard
75010 PARIS

Disponible sur commande à :

- E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.
- ou aux librairies suivantes :
- Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris ;
- La Force du livre, 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon ;
- Le Sel de la terre, 4, rue Maréchal-Foch 22000 St-Brieuc.

au prix de 30 F.

TABLE DES MATIERES

Le vérité est révolutionnaire
éditorial du premier numéro de l'Humanité nouvelle - février 1965.

Vers le premier Congrès du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste)
éditorial de l'Humanité nouvelle - avril-mai 1965.

Rapport de Lancry
rapport politique du Congrès constitutif du MCF (ml) - juillet 1966.

Un discours capital de Mao T'sé-toung, article publié dans l'Humanité nouvelle du 6 juillet 1967.

Rapport de Puyricard
rapport politique présenté au Congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France - 30-31 décembre 1967.

Le printemps révolutionnaire de 1968, livre publié en août-septembre 1968.

Un congrès de trahison
article publié en février 1970 dans l'Humanité rouge à propos du 19^e Congrès du PCF.

Arracher les militants trompés
article publié dans l'Humanité rouge en avril 1970 en direction des militants trompés par les scissionnistes.

Vive l'immortelle Commune de Paris, discours prononcé à l'occasion du 100^e anniversaire de la Commune de Paris - 30 avril 1971.

L'obstacle principal à la révolution prolétarienne
rapport présenté à la Conférence nationale d'éducation prolétarienne (12 juin 1971) du PCMLF ; rapport qui n'a jamais été attribué publiquement à Jacques Jurquet, mais que lui-même dit « approuver pleinement... en le replaçant dans les conditions politiques de l'époque où il fut élaboré ».

Classe contre classe
écrit tiré en brochure sous le sigle de l'Humanité rouge. Publié après le 12 juin 1971, il explique la portée tactique et stratégique de ce mot d'ordre.

POUR SURVIVRE, UNE FAMILLE OUVRIERE OBLIGEE DE RECUPERER DES BOUTEILLES VIDES

Une famille de chômeurs vivait depuis deux ans dans une voiture. Il fallait qu'elle subsiste avec 50 F par jour. La police l'a arrêtée sous prétexte de vol !

A quelles extrémités de dénuement, à quelle existence misérable le capitalisme peut contraindre les ouvriers ! Beaucoup, même sincères, ont certainement peine à se l'imaginer, à force d'être soumis au matraquage idéologique de la bourgeoisie sur le « recul et la disparition de la misère » dans notre pays, « le développement du niveau de vie du Français moyen », etc.

Pourtant, de temps en temps, la vérité perce et les conditions de vie insupportables que le capital impose aux travailleurs apparaissent. Il y a peu de temps, on apprenait qu'un mineur, silicosé, à la retraite, était mort de froid en ramassant du bois mort pour se chauffer...

Aujourd'hui on apprend que, deux années durant, un ouvrier, sa femme et leurs deux enfants, âgés de 3 et 8 ans, ont « vécu » dans une voiture, une « R 15 » !

Roger Ostrovich qui était ouvrier mécanicien à Angoulême s'était fait licencier en 1974. Depuis lors il n'a

pu retrouver d'emploi. Avec sa famille il subsistait tant bien que mal en revendant des bouteilles vides qu'ils récupéraient. Mais ils ne gagnaient ainsi que 0,50 F à peine par jour, juste de quoi survivre. Mais comment payer un loyer avec 0,50 F ?

Le pire est bien que, dimanche, suite à une plainte portée contre eux pour vol, Roger Ostrovich a été arrêté par les gendarmes de Coulonges, dans les Deux-Sèvres, et écroué. Sa femme a été placée dans un centre d'accueil, et leurs deux enfants dans une maison de l'enfance.

Quel vol ? Aurait-il fallu que cette famille ouvrière sans toit ni emploi se laisse en plus mourir de faim ? La voilà bien la justice des banquiers et des nantis bedonnants : c'est grâce à elle, entre autres, que la bourgeoisie peut exercer sa dictature sur le peuple tout en multipliant les belles déclarations sur la « démocratie », « l'égalité », la « liberté ».

UN materiel de référence sur 6 années de lutte contre le révisionnisme moderne

« Arracher la classe ouvrière au révisionnisme » est le titre du recueil d'écrits de Jacques Jurquet, publié par les Editions du Centenaire.

On y trouvera dans l'ordre chronologique des textes de 1965 à 1971 - voir la liste au sommaire ci-dessus.

Le premier mérite de ce livre est donc, par son caractère historique, de révéler que le combat anti-révisionniste en France ne date pas d'hier, mais qu'il a été engagé par des militants communistes dès la scission du Mouvement communiste international provoquée par les révisionnistes khrouchtcheviens.

Au-delà des vicissitudes du combat marxiste-léniniste de ces années, ce sont des leçons de modestie et de courage, des leçons de confiance dans la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse et les masses populaires : ce sont les acquis politiques, idéologiques et organisation-

nels qui s'en dégagent : c'est la position de classe prolétarienne devant la lutte nécessairement victorieuse du peuple de France qui se manifeste dans ce livre.

« Pour ma part, je déclare en pesant mes mots qu'entre une discipline formelle que l'on voudrait m'imposer pour que je me taise et la vérité sur le problème chinois, je choisis la vérité. Et je prétends de la sorte me conformer à la discipline suprême des communistes qui est de respecter les principes du marxisme-léninisme. »

Ce sont les paroles prononcées par le militant du PCF Jacques Jurquet en avril 1964, le jour de son exclusion sur ordre du Comité central révisionniste.

« Oser lutter contre le révisionnisme, oser se révolter contre une direction de Parti totalement gagnée par les idées de la bourgeoisie, oser combattre pour reconstruire un authentique Parti révolutionnaire prolétarien.

Ce sont les enseignements idéologiques et de principe que l'on découvrira, pour la majorité d'entre nous, dans ce livre.

Quand le Parti se laisse submerger par l'idéologie de la bourgeoisie, quand les agents de la bourgeoisie révisent les principes marxistes et léninistes pour les adapter à leurs fins contre-révolutionnaires, quand le Parti devient sur tous les plans un Parti bourgeois, quand il n'y a plus d'espoir de le remettre sur la juste voie, dans une juste ligne politique, idéologique et organisationnelle, alors il n'est plus d'autre solution que de reconstruire le nouveau Parti communiste, le Parti qui base sa ligne d'action sur les principes universels du marxisme-léninisme, le Parti communiste marxiste-léniniste.

Ce recueil montre de façon indirecte les étapes qui ont conduit à la reconstruction de ce parti les 30 et 31 décembre 1967 à Puyricard lors du Congrès constitutif du PCMLF. C'est ce

Parti qu'il nous faut aujourd'hui édifier. Un Parti exerçant sa direction avec les masses et non pas sur les masses.

Comment se servir de ce livre ?

Camille Granot dans la préface du recueil l'explique :

« Attention ! Ne pas lire ces textes à l'aide du "manuel du parfait marxiste-léniniste - 1976" ! Ce serait à n'y rien comprendre ! Et cela pour deux raisons. D'abord les temps ont changé durant ces dix dernières années (...) Par ailleurs, il faut tenir compte de nos progrès dans la connaissance de la réalité de notre pays, dans la maîtrise de l'outil marxiste-léniniste. Dans ces textes du passé, il y a inévitablement trace d'erreurs tactiques ou d'appréciations unilatérales que le Parti a discernées, reconnues, rectifiées, avec la contribution de Jacques Jurquet lui-même, bien entendu ; c'est le cas de la tactique des "syn-

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

RADIO TIRANA	
Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h.....	sur 31 et 42 m
16 h.....	sur 31 et 42 m
17 h.....	sur 31 et 42 m
19 h.....	sur 31 et 42 m
21 h.....	sur 31 et 42 m
22 h.....	sur 31, 42 et 215 m
23 h.....	sur 31, 41 et 206 m

RADIO PÉKIN	
Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 et 45,7 m
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 m

dicats rouges" présentée dans le "rapport de Puyricard" par exemple.

Cette chronique de six années de combat contre le révisionnisme pour l'édification du Parti est riche en faits et passionnera ses lecteurs.

Lisez ce livre, faites-le lire à vos camarades de travail, discutez-en ; c'est une arme qui permet de comprendre les aspects du présent par les luttes du passé.

TARIFS D'ABONNEMENTS	
Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F
CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 - La Source.	

L'Humanité Rouge

L'intervention de Jacques Jurquet

au Rassemblement National Ouvrier du 14 février (1)

«La Bourgeoisie veut faire prendre des vessies pour des lanternes»

Chers amis, chers camarades,

Depuis quelques semaines, Giscard d'Estaing, Chirac et Fourcade multiplient les déclarations optimistes à propos de la fin de la crise de «leur» société, car c'est bien de «leur» société qu'il s'agit et nullement de celle que veulent les travailleurs. A les en croire et selon leurs expressions «la relance serait amorcée» et «la fin du tunnel serait en vue» !

Mais Fourcade, auquel reste dévolu le rôle le plus ingrat dans cette sinistre mascarade, tient pourtant à préciser que le redressement tant attendu par ces Messieurs ne sera effectif qu'à la condition d'une stabilité sociale prolongée, s'il n'y a pas de mouvements sociaux, bref si les salariés renoncent aux grèves, si les petits paysans acceptent sagement la détérioration accélérée de leurs revenus agricoles, en un mot si le peuple admet que la crise du capitalisme en France soit résolue au profit des riches sur le dos des pauvres.

Or, que nous enseigne la réalité ?

La réalité démontre que tous les propos rassurants de ces représentants de la grande bourgeoisie capitaliste ne sont que balivernes et mystifications. Ces ministres-banquiers et grands propriétaires ne sont que charlatans chargés de tromper le peuple, chargés d'essayer de lui faire prendre des vessies pour des lanternes !

La prétendue «relance» et la «fin du tunnel», c'est du bla-bla-bla de bourgeois, ce ne sont que des promesses de singes !

(applaudissements)

La classe ouvrière, les petits paysans, les employés, tous les petits et moyens salariés connaissent la vérité, car ils en font concrètement la dure expérience chaque jour. Cette vérité, la voici : il y a en France, à l'heure actuelle, plus de deux millions de travailleurs qui sont victimes du chômage total ou du chômage partiel.

Le nombre officiel des demandes d'emploi non satisfaites en décembre dernier, voilà moins de deux mois, s'est élevé à 1 009 682. Et comme il était en très léger recul sur le nombre correspondant du mois précédent, à savoir 1 020 100, les chantres de la société capitaliste se sont mis à chanter immédiatement que l'on pouvait espérer pour bientôt la fin du chômage ! Mais ils se sont un peu trop empressés puisque depuis avant-hier a été annoncé que le nombre des chômeurs totaux en janvier 1976 était remonté à 1 017 400 ! Par rapport à la population active qui compte dans notre pays 22 600 000 personnes, le pourcentage officiel des chômeurs reconnus est de l'ordre de 4,10 %. Mais ce que se gardent bien de rappeler les ministres qui gèrent le capitalisme monopoliste d'Etat, c'est le pourcentage officiel de décembre 1974 : car

il était alors de 3,04 % et son passage en décembre 1975 à plus de 4,10 % prouve tout simplement une croissance de 25 % du nombre des chômeurs totaux reconnus au cours de l'année écoulée.

La vérité, c'est qu'en 1975, les travailleurs de près de 50 000 entreprises ont été touchés par des mesures de licenciements. Le ministère du Travail lui-même est obligé de reconnaître que tel fut le cas, au cours des



9 premiers mois de l'année, pour 37 173 établissements, avouant un nombre de licenciements correspondant égal à 191 636 salariés soit en moyenne 21 293 licenciements par mois !

Or, amis et camarades, ce ne sont là que des statistiques officielles, vous pouvez donc facilement imaginer ce qu'est la stricte réalité que les statisticiens de la bourgeoisie s'efforcent toujours de camoufler ! Oui, il y a actuellement en France plus de 2 millions de chômeurs totaux et partiels. Les corporations les plus touchées par les licenciements sont le bâtiment et les travaux publics, l'industrie textile, les fonderies et autres travaux de la métallurgie, l'industrie de l'habillement.

Presque la moitié, plus du tiers en tout cas des salariés licenciés ont moins de 24 ans, ce qui ne rend pas moins tragique d'ailleurs la situation des autres victimes, et en particulier celle des chômeurs âgés de plus de 50 ans qui sont au nombre de 160 000 ! Et soulignons aussi que parmi les chômeurs, les travailleurs immigrés, nos frères de classe, sont parmi les plus nombreux, les plus touchés.

Une dernière précision : sur ce chiffre officiel de 1 000 000 de chômeurs totaux, en décembre dernier, seulement 121 000, à peine plus de 10 %, ont pu bénéficier de l'Assedic !

Voilà la vérité, amis et camarades, voilà la réalité de la politique et de

l'économie capitalistes ! Voilà un élément du tableau sinistre de la société d'exploitation, d'oppression et de répression dans laquelle nous vivons.

Mais ce n'est pas tout.

Officiellement et publiquement, le ministre des Finances Fourcade, s'est vanté d'une rare prouesse conforme au vœu du financier capitaliste qui préside cette République de profiteurs : pensez donc, d'après ses

ressés comme ceux des foyers Sonacotra.

Au 1er janvier 1976 toujours, les tarifs postaux, notamment pour les télégrammes et les communications téléphoniques, ont été majorés de 11 à près de 30 %, le gaz de 5 %, l'électricité de 15 %, les tarifs SNCF de 8 % pour les transports de voyageurs, sauf les trains de banlieue.

Mais les hausses les plus élevées en ce début de 1976 ont surtout frappé les produits alimentaires. Jugez-en vous-mêmes, les beurres coûtent 13 % de plus qu'il y a un an, les fromages 6 à 12 %, et les viandes 25 % et davantage ! Et vous pouvez être tranquilles que la majoration de ces prix ne va pas dans la poche des petits cultivateurs !

De décembre 1975 à fin janvier 1976, les pommes de terre sont passées de 0,90 F à 1,20 F le kg, soit 30 % de plus ! Et une psychose de pénurie a été artificiellement créée pour favoriser les spéculateurs, c'est-à-dire les gros propriétaires fonciers et les intermédiaires, et pour mieux faire accepter cette hausse scandaleuse. Et nous apprenions pas plus tard qu'hier qu'à son tour le pain lui-même allait subir une majoration.

Côté impôts, ce n'est pas la baisse non plus, au contraire ! Pour la contribution mobilière que tout le monde paye, l'augmentation a varié d'une année à l'autre de 25 à 50 % et même 60 % selon les communes !

Voilà la vérité, voilà la réalité que les déclarations ministérielles ne peuvent dissimuler !

Non ! Les travailleurs de notre pays n'acceptent pas de prendre des vessies pour des lanternes. Les bateleurs de

la foire d'empoigne capitaliste peuvent ravalier leurs boniments, la vie de chaque jour fait éclater leurs mensonges ! La crise générale du capitalisme est loin d'être achevée, elle se poursuit, elle va poursuivre ses crimes et ses méfaits, et c'est justement pour combattre non seulement ses effets, mais aussi ses causes profondes et fondamentales que nous sommes tous réunis ici aujourd'hui dans ce puissant, enthousiaste et unitaire Rassemblement national ouvrier ! (applaudissements)

Cette crise présente d'ailleurs de nombreux autres aspects que vous avez pu déceler, analyser, étudier, discuter librement toute l'après-midi, la parole étant ici à la classe ouvrière tant auprès de chaque stand que dans les forums qui se sont déjà tenus. Cette crise touche tout, elle se manifeste partout, dans tous les domaines politique, économique, social, financier, monétaire, institutionnel, idéologique, culturel, artistique, militaire, etc...

(à suivre)